

L'hon. M. Laing: Oui. C'est terrible.

M. Matheson: Tous les membres du Parlement sont dans l'embarras.

M. Nielsen: Si le ministre voulait bien faire preuve d'un certain sens des responsabilités au sein même de son ministère, il ne se mettrait pas lui-même dans l'embarras, ni son gouvernement, comme il le fait présentement dans tout le Nord canadien.

L'hon. M. Laing: Le député nous dirait-il ce qui se passe au Yukon aujourd'hui?

M. Nielsen: Volontiers. Le ministre des Transports s'y est rendu pour prendre la parole au cours d'une assemblée publique, et dix personnes sont allées l'entendre. Quand on a mentionné le nom du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, les auditeurs ont hué. Voilà comment les gens du Nord considèrent les politiques du gouvernement actuel.

L'hon. M. Laing: Nous verrons.

M. Nielsen: Nous verrons, en effet. Je suis sûr que le ministre des Transports a dit au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien comment les habitants du Nord considèrent le gouvernement actuel. S'il est honnête, il reconnaîtra que je veux l'aider.

L'hon. M. Laing: Bon, cela, c'est une autre affaire.

M. Nielsen: J'aimerais que le ministre se remette et qu'il adopte des politiques élaborées en premier lieu pour aider les habitants du Nord canadien.

L'hon. M. Laing: Le député m'a aidé dans le passé.

M. Nielsen: Quand viendront les élections, je n'aiderai pas le ministre. Entre les campagnes électorales, toutefois, mon rôle ici est d'aider à mettre au point des politiques constructives en ce qui concerne le Nord canadien. (*Exclamations*) Je puis dire une chose au ministre. Au Yukon, je n'ai jamais été hué lorsque j'ai pris la parole à une réunion publique.

Une voix: Non?

M. Nielsen: Le gouvernement actuel donne au pays des réponses vague et évasives, et les députés de ce côté-ci de la Chambre sont forcés de conclure que le gouvernement évite de propos délibéré de répondre aux questions. Une chose est sûre. Que mes paroles gênent ou non les députés de ce côté-ci, on

[M. Nielsen.]

ne peut dire des libéraux qu'ils sont des hommes politiques bon marché. Voyez ce qu'il nous en coûte, à nous les contribuables. Je crois, monsieur l'Orateur, que les Canadiens commencent à prendre le gouvernement actuel pour ce qu'il est, et peut-être pour ce qu'il n'est pas.

Le 1^{er} novembre, à Winnipeg, le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré que le fait central et suprême de la vie économique du pays, c'est l'inflation. Il a dit aussi que le gouvernement actuel a contribué à cette inflation par ses exigences extraordinaires et préméditées sur le marché de l'argent, dans sa hâte de tout faire pour tout le monde.

Pourtant, en juin dernier, le ministre des Finances a déclaré que dans les circonstances économiques actuelles—il parlait des circonstances d'alors—nous ne voulions plus imposer de restrictions aux dépenses d'établissement. Voilà la déclaration de juin dernier, il y a six mois. Elle a été faite pendant un discours sur le budget et étant faite à cette occasion, c'était donc la politique du gouvernement de ne pas réduire les dépenses d'établissement. J'en parle parce que l'auréole du ministre-martyr commence à s'estomper.

• (5.20 p.m.)

Pendant le débat sur la motion de subsides, le 20 novembre, le ministre a déclaré avec la grande humilité dont il a l'art:

J'en ai pris conscience avant le chef de l'opposition et avant quiconque ici.

S'il en a pris conscience en 1965, ce dont je suis sûr, pourquoi, de concert avec ses collègues, n'a-t-il rien fait pour y remédier? (*Applaudissements*)

C'est précisément cette attitude pharisaïque du ministre qui rend sa position tellement injustifiable. Il a peut-être reconnu la situation plus rapidement que tout autre, mais d'après lui, en juin dernier, il n'était pas nécessaire de recourir à d'autres mesures de contrainte et le gouvernement ne voulait plus restreindre les immobilisations. Ce sont ses propres paroles, il ne peut les renier. Il les a prononcées au cours du débat sur le budget, et elles représentent donc la politique du gouvernement—comme c'est la politique bien arrêtée du gouvernement actuel de laisser les Canadiens payer la note du chômage et des impôts élevés à cause de ses excès en matières fiscales. J'y reviendrai plus en détails.

Monsieur l'Orateur, notre gouvernement stéréophonique parle par deux bouches distinctes. Voici autre chose qui peut embarrasser les députés d'en face: je crois que le